

d'autoriser des exceptions permettant de bâtir ou de lotir. La non-application des règles ne peut donner lieu au paiement d'une indemnité telle que visée à l'article 37. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 juin 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Travaux publics,
de l'Aménagement du Territoire et des Affaires intérieures,

T. KELCHTERMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 1909

[C — 27330]

1er JUILLET 1993. — Décret portant création
d'un Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — De la création du Conseil supérieur et de sa compétence

Article 1er. Il est créé un Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, dénommé ci-après le Conseil.

Il est constitué au sein du Conseil, deux sections autonomes : une section communale et une section provinciale.

Il ne dispose pas de la personnalité juridique.

Art. 2. Le Conseil a pour missions :

a) d'émettre un avis au sujet de tout projet et proposition de décret du Conseil régional wallon et de tout projet d'arrêté de l'Exécutif régional wallon susceptible d'influencer les finances et/ou la gestion des villes, communes et provinces, à l'exception du décret relatif au budget de la Région wallonne;

b) d'émettre un avis sur les projets de circulaires régionales relatives aux villes, communes et provinces;

c) d'évaluer les incidences sur les finances et/ou la gestion des villes, communes et provinces, de toute disposition de la Communauté économique européenne, de l'Etat belge, de la Communauté française ou de la Communauté germanophone;

d) d'établir un rapport annuel concernant la situation et l'évolution des finances communales et provinciales durant l'année écoulée, de même que leur évolution à court et moyen terme.

Art. 3. § 1er. Le Conseil est saisi de la demande d'avis ou d'évaluation par l'Exécutif régional wallon.

§ 2. A l'initiative d'un tiers de ses membres, le Conseil peut être appelé à remplir les missions visées à l'article 2.

§ 3. L'avis préalable est obligatoire pour tout projet de décret ou d'arrêté de l'Exécutif régional wallon tels que définis à l'article 2 a.

CHAPITRE II. — De la composition

Art. 4. § 1er. Le Conseil est composé de vingt-huit membres effectifs, dont un président, un vice-président de la section communale et un vice-président de la section provinciale.

Il est prévu un membre suppléant pour chaque membre effectif.

§ 2. La section communale est composée de mandataires communaux. Elle est présidée par le président du Conseil ou, lorsqu'il est empêché, par le vice-président.

En cas d'empêchement simultané du président et du vice-président, la présidence est assumée par le membre le plus âgé.

La section provinciale est composée de mandataires provinciaux. Elle est présidée par le vice-président.

En cas d'empêchement de celui-ci, la présidence est assumée par le membre le plus âgé.

§ 3. Les membres du Conseil sont nommés parmi les mandataires communaux et provinciaux de la manière suivante :

1° le président et les deux vice-présidents sont désignés directement par l'Exécutif;

2° huit mandataires communaux sont directement désignés par l'Exécutif, et huit autres sur proposition de l'Association des villes et communes de Wallonie (section wallonne de l'Union des villes et communes belges);

3° quatre mandataires provinciaux sont directement désignés par l'Exécutif, et cinq autres sur proposition de l'Association francophone des provinces.

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil. — 160 (SE 1992-1993) n° 1 à 5.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 8 juin 1993. Discussion — Vote.

§ 4. La désignation des membres suppléants s'effectue de la même manière que celle des membres effectifs.

§ 5. Le mandat des membres du Conseil est de six ans. Le mandat est renouvelable. Le Conseil est renouvelé par moitié tous les trois ans. A titre transitoire, le premier mandat de tous les membres du Conseil viendra à expiration le 1er janvier 1995.

Lors du premier renouvellement par moitié, les membres sortants seront désignés par tirage au sort.

§ 6. Un membre effectif ou suppléant est réputé démissionnaire le jour où il cesse de représenter l'autorité ou l'association qui l'a désigné ou proposé, au sein du Conseil.

§ 7. Le successeur est désigné conformément aux dispositions du présent article et achève le mandat du membre démissionnaire.

Art. 5. Le Ministre chargé des Pouvoirs locaux ou son délégué, siège d'office au Conseil.

Les autres membres de l'Exécutif ou leurs délégués, siègent lorsqu'une disposition relevant de leur compétence est soumise à l'avis du Conseil.

Ceux-ci n'ont de voix que consultative.

CHAPITRE III. — *Du fonctionnement*

Art. 6. Le Conseil est convoqué par le président ou, lorsqu'il est empêché, par le vice-président de la section communale.

A la demande d'au moins un tiers des membres, le président convoque le Conseil.

Art. 7. Le Conseil confie aux sections l'examen des points lui soumis. Les prescriptions de l'article 3 sont applicables aux sections. Les sections communiquent les résultats de leurs travaux au Conseil.

Art. 8. Les avis sont formulés par le Conseil sous forme de rapports qui expriment les différents points de vue exposés.

Art. 9. L'avis du Conseil est transmis à l'Exécutif par le président du Conseil, ou son remplaçant s'il échet, dans un délai de trente jours calendrier à compter de la date à laquelle la demande lui est parvenue.

L'Exécutif peut réduire le délai visé à l'alinéa 1er en cas d'urgence dûment motivée. Ce délai ne peut être inférieur à dix jours calendrier.

Le rapport annuel est communiqué simultanément au Conseil régional wallon et à l'Exécutif au cours du premier trimestre de l'année qui suit celle faisant l'objet dudit rapport.

Art. 10. Le Conseil établit un règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par l'Exécutif régional wallon.

Art. 11. Chaque section peut constituer en son sein des commissions chargées de lui faire rapport sur les questions dont elles sont saisies.

La composition et le mode de fonctionnement de ces commissions sont fixés par chacune des sections.

Art. 12. Les fonctions des membres du Conseil ne sont pas rémunérées.

Ils ont toutefois droit à l'indemnité pour frais de parcours et de séjour à charge du budget de la Région wallonne, conformément aux dispositions applicables aux agents des administrations publiques.

Pour l'application de cet article, les membres du Conseil sont assimilés à des fonctionnaires de rang 15.

Art. 13. Les Ministres régionaux dont dépendent fonctionnellement les services concernés par l'objet du dossier soumis au Conseil lui procurent, sur demande du secrétaire du Conseil, les renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission.

CHAPITRE IV. — *Du secrétariat*

Art. 14. La gestion administrative du Conseil est confiée à un secrétariat, dont le personnel est nommé par l'Exécutif régional wallon, en fonction des besoins.

CHAPITRE V. — *Des moyens*

Art. 15. L'Exécutif régional wallon, dans les limites des crédits prévus au budget, met des moyens à la disposition du Conseil pour l'exécution de sa mission telle qu'elle a été décrite ci-avant.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1er juillet 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
de l'Administration et des Travaux subsidiés,
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 1909

[C — 27330]

**1. JULI 1993. — Dekret zur Errichtung
eines hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — Errichtung des hohen Rates und Festlegung Zuständigkeitsbereichs**Artikel 1.** Ein hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region, hierunter « den Rat » genannt, wird errichtet.

Zwei autonome Sektionen werden innerhalb des Rates errichtet: eine gemeindliche Sektion und eine provinzielle Sektion.

Er hat keine Rechtspersönlichkeit.

Art. 2. Der Rat hat als Aufgabe :

a) die Abgabe eines Gutachtens über jeden Entwurf oder Vorschlag eines Dekrets des Wallonischen Regionalrates oder jeden Entwurf eines Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive, der die Finanzen und/oder die Verwaltung der Städte, Gemeinden oder Provinzen beeinflussen könnte, mit Ausnahme des Dekrets betreffend den Haushalt der Wallonischen Region;

b) die Abgabe eines Gutachtens über die Entwürfe der regionalen Rundschreiben betreffend die Städte, Gemeinden und Provinzen;

c) die Schätzung der Ein- und Auswirkungen auf die Finanzen und/oder die Verwaltung der Städte, Gemeinden und Provinzen von jeder Bestimmung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, des Belgischen Staates, der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

d) die Anfertigung eines jährlichen Berichts betreffend die Lage und die Entwicklung der gemeindlichen und provinziellen Finanzen im Laufe des abgelaufenen Jahres sowie betreffend ihre kurz- und mittelfristige Entwicklung.

Art. 3. § 1. Die Wallonische Regionalexekutive legt dem Rat einen Antrag auf Gutachten oder Schätzung vor.

§ 2. Auf Initiative von einem Drittel seiner Mitglieder kann der Rat aufgefordert werden, die in Artikel 2 erwähnten Aufgaben zu erfüllen.

§ 3. Das vorherige Gutachten ist erforderlich für jeden Entwurf eines Dekrets oder eines Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive, wie sie in Artikel 2 a bestimmt sind.

KAPITEL II. — Zusammensetzung**Art. 4. § 1.** Der Rat besteht aus achtundzwanzig effektiven Mitgliedern, davon einem Vorsitzenden, einem Vizevorsitzenden der gemeindlichen Sektion und einem Vizevorsitzenden der provinziellen Sektion.

Ein stellvertretendes Mitglied wird für jedes effektive Mitglied vorgesehen.

§ 2. Die gemeindliche Sektion besteht aus gemeindlichen Amtsträgern. Der Vorsitz wird vom Vorsitzenden des Rates oder, wenn dieser verhindert ist, vom Vizevorsitzenden geführt.

Wenn der Vorsitzende und der Vizevorsitzende gleichzeitig verhindert sind, wird der Vorsitz vom ältesten Mitglied geführt.

Die provinzielle Sektion besteht aus provinziellen Amtsträgern. Der Vorsitz wird vom Vizevorsitzenden geführt. Wenn dieser verhindert ist, wird der Vorsitz vom ältesten Mitglied geführt.

§ 3. Die Mitglieder des Rates werden wie folgt unter den gemeindlichen und provinziellen Amtsträgern ernannt :

1° der Vorsitzende und die beiden Vizevorsitzenden werden von der Exekutive direkt bezeichnet;

2° acht gemeindliche Amtsträger werden direkt von der Exekutive und acht andere auf Vorschlag der « Association des villes et communes de Wallonie » (Vereinigung der Städte und Gemeinden Walloniens) (wallonische Sektion der Vereinigung der Städte und Gemeinden Belgiens) bezeichnet;

3° vier provinzielle Amtsträger werden direkt von der Exekutive und fünf andere auf Vorschlag der « Association francophone des provinces » (Französischsprachige Vereinigung der Provinzen) bezeichnet.

§ 4. Die Bezeichnung der stellvertretenden Mitglieder erfolgt ebenso wie für die effektiven Mitglieder.

§ 5. Das Mandat der Mitglieder des Rates dauert sechs Jahre. Es kann erneuert werden. Der Rat wird jedes dritte Jahr zur Hälfte erneuert. Das erste Mandat der gesamten Mitglieder des Rates wird am 1. Januar 1995 übergangsweise ablaufen.

Bei der ersten halben Erneuerung werden die ausscheidenden Mitglieder durch Auslosung bezeichnet.

§ 6. Ein effektives bzw. stellvertretendes Mitglied wird als rücktretend betrachtet, am Tag, als er die Behörde oder die Vereinigung, die ihm bezeichnet oder vorgeschlagen hat, innerhalb des Rates nicht mehr vertreten.

§ 7. Der Nachfolger wird gemäß der Bestimmungen des vorliegenden Artikels bezeichnet und endet das Mandat des rücktretenden Mitglieds.

Art. 5. Der mit den lokalen Behörden beauftragte Minister oder sein Bevollmächtigter tagt von Amts wegen im Rat.

Die anderen Mitglieder der Exekutive oder ihren Bevollmächtigten tagen, wenn eine in ihren Zuständigkeitsbereich fallende Bestimmung zur Begutachtung des Rates vorgelegt wird.

Diese haben nur beratende Stimme.

KAPITEL III. — Arbeitsweise**Art. 6.** Der Rat wird vom Vorsitzenden oder, wenn dieser verhindert wird, vom Vizevorsitzenden der gemeindlichen Sektion einberufen.

Auf Ersuchen von wenigstens einem Drittel der Mitglieder beruft der Vorsitzende den Rat ein.

(1) Sitzungsperiode 1992-1993.

Ratsdokumente. — 160 (1992-1993) Nrn. 1 bis 5.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 8. Juni 1993. Diskussion — Abstimmung.

Art. 7. Der Rat beauftragt die Sektionen mit der Überprüfung der ihm vorgelegten Punkte. Die Vorschriften von Artikel 3 finden Anwendung auf die Sektionen. Die Sektionen erteilt dem Rat die Ergebnisse ihre Arbeiten.

Art. 8. Die Gutachten werden vom Rat in Form von Berichten aufgestellt, die die verschiedenen gegebenen Standpunkte ausdrücken.

Art. 9. Das Gutachten des Rates wird binnen dreißig Kalendertagen ab dem Empfangsdatum des Antrags vom Vorsitzenden des Rates oder gegebenenfalls von seinem Vertreter an die Exekutive übermittelt.

In begründetem Dringlichkeitsfall darf die Exekutive die im ersten Absatz vorgesehene Frist verkürzen. Diese Frist kann nicht unter zehn Kalendertagen liegen.

Der jährliche Bericht wird gleichzeitig dem Wallonischen Regionalrat und der Exekutive im Laufe des ersten Quartals des Jahres, das das Jahr betreffend den besagten Bericht folgt, übermittelt.

Art. 10. Der Rat legt seine allgemeine Dienstordnung fest und diese wird von der Wallonischen Regionalexekutive genehmigt.

Art. 11. Jede Sektion kann aus seiner Mitte Ausschüsse errichten, die als Aufgabe haben, ihr Bericht über die ihnen vorgelegten Fragen zu erstatten.

Die Zusammensetzung und die Arbeitsweise dieser Ausschüsse werden von jeder Sektion festgelegt.

Art. 12. Die Ämter der Mitglieder des Rates werden nicht entlohnt.

Sie haben jedoch Recht auf die Vergütung der Fahrt- und Aufenthaltskosten zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region gemäß der auf die Bediensteten der öffentlichen Verwaltungen anwendbaren Bestimmungen.

Für die Anwendung dieses Artikels werden die Mitglieder des Rates den Beamten der Rangklasse 15 gleichgestellt.

Art. 13. Die Regionalminister, von denen die Dienste, die mit dem Gegenstand der dem Rat vorgelegten Akte betroffenen sind, funktionell abhängen, besorgen dem Rat auf Antrag des Ratssekretärs die für die Ausübung seiner Aufgabe erforderlichen Auskünfte.

KAPITEL IV. — Sekretariat

Art. 14. Die administrative Verwaltung des Rates wird von einem Sekretariat ausgeübt, dessen Personal von der Wallonischen Regionalexekutive dem Bedarf entsprechend ernannt wird.

KAPITEL V. — Mittel

Art. 15. Im Rahmen der im Haushalt vorgesehenen Mittel stellt die Wallonische Regionalexekutive Mittel zur Verfügung des Rates für die Ausführung seiner Aufgabe, wie sie hieroben beschrieben worden ist.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. Juli 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und Beschäftigung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten,
G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 1999

[C — 27330]

1 JULI 1993. — Decreet tot oprichting
van een Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOODSTUK I. — Oprichting en bevoegdheid van de Hoge Raad

Artikel 1. Er wordt een Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest opgericht, hierna de Raad genoemd.

(1) Zitting 1992-1993.

Stukken van de Raad. 100 (1992-1993) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 8 juni 1993. Bespreking — Stemming.

Binnen de Raad worden twee onafhankelijke afdelingen ingesteld : één gemeentelijke afdeling en één provinciale afdeling.

De Raad bezit geen rechtspersoonlijkheid.

Art. 2. De taken van de Raad bestaan erin :

a) een advies uit te brengen over ieder ontwerp en voorstel van decreet van de Waalse Gewestraad en over ieder ontwerp van besluit van de Waalse Gewestexecutieve die een invloed zouden kunnen hebben op de financiën en/of het bestuur van de steden, gemeenten en provincies, met uitzondering van het decreet betreffende de begroting van het Waalse Gewest;

b) een advies uit te brengen over de ontwerpen van gewestelijke omzendbrieven betreffende de steden, gemeenten en provincies;

c) de weerslag in te schatten van ieder voorschrift van de Europese Economische Gemeenschap, de Belgische Staat, de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap op de financiën en/of het bestuur van de steden, gemeenten en provincies;

d) een jaarlijks verslag uit te brengen over de toestand en de evolutie van de gemeente- en provinciefinanciën tijdens het afgelopen jaar alsmede over hun evolutie op korte en middellange termijn.

Art. 3. § 1. Het verzoek om advies of inschatting wordt door de Waalse Gewestexecutieve bij de Raad ingediend.

§ 2. Op initiatief van één derde van zijn leden kan de Raad genoodzaakt zijn de in artikel 2 bedoelde taken te vervullen.

§ 3. Het voorafgaande advies is verplicht voor ieder ontwerp van decreet of besluit van de Waalse Gewestexecutieve zoals in artikel 2, a, bepaald.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling*

Art. 4. § 1. De Raad is uit achtentwintig gewone leden samengesteld, onder wie één voorzitter, één ondervoorzitter van de gemeentelijke afdeling en één ondervoorzitter van de provinciale afdeling.

Voor elk gewoon lid is een vervangend lid voorzien.

§ 2. De gemeentelijke afdeling is uit gemeentelasthebbers samengesteld. Ze wordt door de voorzitter van de Raad, of bij diens verhindering, door de ondervoorzitter voorgezeten.

Bij gelijktijdige verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter wordt het voorzitterschap door het oudste lid waargenomen.

De provinciale afdeling is uit provincielaasthebbers samengesteld. Ze wordt door de ondervoorzitter voorgezeten.

Bij diens verhindering wordt het voorzitterschap door het oudste lid waargenomen.

§ 3. De leden van de Raad worden op volgende wijze onder de gemeente- en provincielaasthebbers benoemd :

1° de voorzitter en de ondervoorzitter worden rechtstreeks door de Executieve aangewezen;

2° acht gemeentelasthebbers worden rechtstreeks door de Executieve aangewezen en acht anderen op voordracht van de « Association des villes et communes de Wallonie » (Vereniging van Waalse steden en gemeenten) (Waalse afdeling van de Vereniging van Belgische steden en gemeenten);

3° vier provincielaasthebbers worden rechtstreeks door de Executieve aangewezen en vijf anderen op voordracht van de « Association francophone des provinces » (Franstalige Vereniging van Provincies).

§ 4. De plaatsvervangende leden worden op dezelfde wijze aangeduid als de gewone leden.

§ 5. Het mandaat van de leden van de Raad duurt zes jaar. Het mag hernieuwd worden. De Raad wordt om de drie jaar voor de helft vernieuwd. Bij wijze van overgangsmaatregel zal het eerste mandaat van alle leden van de Raad op 1 januari 1995 verstrijken.

Bij de eerste vernieuwing voor de helft zullen de aftredende leden bij loting aangeduid worden.

§ 6. Een gewoon of plaatsvervangend lid wordt als ontslagnemend beschouwd de dag waarop hij de overheid of de vereniging ophoudt te vertegenwoordigen die hem binnen de Raad aangewezen of voorgedragen heeft.

§ 7. De opvolger wordt overeenkomstig de bepalingen van dit artikel aangewezen en voleindigt het mandaat van het ontslagnemende lid.

Art. 5. De Minister belast met Plaatselijke Besturen of zijn afgevaardigde heeft van ambtswege zitting in de Raad.

De andere leden van de Executieve of hun afgevaardigden hebben zitting wanneer een tot hun bevoegdheden behorend voorschrift aan het advies van de Raad voorgelegd wordt.

Ze hebben slechts raadgevende stem.

HOOFDSTUK III — *Werking*

Art. 6. De Raad wordt door de voorzitter of, bij diens verhindering, door de ondervoorzitter van de gemeentelijke afdeling bijeengeroepen.

De voorzitter roept de Raad bijeen op verzoek van minstens één derde van de leden.

Art. 7. De Raad belast de afdelingen met het onderzoek van de hem voorgelegde punten. De voorschriften van artikel 3 zijn van toepassing op de afdelingen. Deze laatste dienen de resultaten van hun werkzaamheden aan de Raad mede te delen.

Art. 8. De adviezen worden door de Raad onder de vorm van verslagen geformuleerd waarin de verschillende uiteengezette standpunten weergegeven worden.

Art. 9. Het advies van de Raad wordt door de voorzitter of, in voorkomend geval, door zijn vervanger binnen dertig kalenderdagen na de datum van ontvangst van de aanvraag aan de Executieve overhandigd.

In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid mag de Executieve de in het eerste lid bedoelde termijn inkorten. Deze termijn mag niet korter zijn dan tien kalenderdagen.

Het jaarlijks verslag wordt tijdens het eerste kwartaal van het jaar volgend op het jaar dat het voorwerp is van dat verslag tegelijkertijd aan de Waalse Gewestraad en aan de Executieve medegedeeld.

Art. 10. De Raad stelt een door de Waalse Gewestexecutieve goed te keuren reglement van inwendige orde vast.

Art. 11. Iedere afdeling mag in haar midden commissies instellen die ermee belast zijn verslag uit te brengen over de bij hen ingediende aangelegenheden.

De samenstelling en de werking van die commissies worden door elke afdeling vastgesteld.

Art. 12. De functies van de leden van de Raad worden niet bezoldigd.

Overeenkomstig de op de ambtenaren van de openbare besturen van toepassing zijnde bepalingen hebben ze echter recht op een vergoeding voor reis- en verblijfkosten ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van dit artikel worden de leden van de Raad gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15.

Art. 13. De gewestelijke ministers onder wie de bij het voorwerp van het aan de Raad voorgelegde dossier betrokken diensten functioneel ressorteren, verschaffen hem op verzoek van de secretaris van de Raad de voor het vervullen van zijn opdracht vereiste inlichtingen.

HOOFDSTUK IV. — *Secretariaat*

Art. 14. Het administratief beheer van de Raad wordt toevertrouwd aan een secretariaat waarvan het personeel door de Waalse Gewestexecutieve naargelang van de behoeften benoemd wordt.

HOOFDSTUK V. — *Middelen*

Art. 15. Binnen de perken van het in de begroting ingeschreven krediet stelt de Waalse Gewestexecutieve middelen ter beschikking van de Raad opdat hij zijn opdracht zoals hierboven omschreven kan volbrengen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 93 — 1910

[C — 27329]

27 MAI 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon
octroyant une prime d'embauche aux employeurs qui engagent un demandeur d'emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1er;
Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 23, § 1er;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 15 septembre 1992;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 16 novembre 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 septembre 1992;

Vu l'avis de la Commission des Communautés européennes, donné le 11 mai 1993;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 25 mai 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 décembre 1990 octroyant une prime d'embauche aux employeurs qui engagent un demandeur d'emploi a cessé d'être en vigueur au 31 décembre 1992;

Considérant qu'il y a lieu de maintenir l'intervention dans la rémunération des chômeurs difficiles à placer instaurée par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 juillet 1985, vu l'effet d'une telle intervention sur l'engagement de cette catégorie de chômeurs;

Considérant qu'il s'avère urgent, vu le contexte économique actuel, de permettre l'octroi de primes d'embauche aux entreprises concernées afin de les inciter à recruter dans les meilleurs délais les chômeurs visés;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'employeur : toute personne physique ou morale constituée sous la forme d'une société commerciale et développant des activités industrielles, commerciales, artisanales, agricoles ou de services au sein d'un siège d'exploitation situé en Région wallonne;